

Cours - « Les États-Unis et le Monde depuis les « Quatorze Points » du président Wilson » [MB 2.0]

Note : voir Livre TL/ES Hachette p. 218-249

Sommaire

Introduction.....	1
1. La tentation d'une Puissance sans engagement, 1917-1945.....	2
1.1. L'entrée en guerre d'avril 1917 et l'idéalisme wilsonien.....	2
1.2. De la « New Diplomacy » à l'isolationnisme.....	3
1.3. Les États-Unis face au second conflit mondial.....	3
2. La superpuissance assumée, 1945-1991.....	4
2.1. Un nouvel ordre mondial.....	4
2.2. L'Amérique à la tête du « Monde libre » pendant la « Guerre froide ».....	4
2.3. Des incertitudes au « Retour des États-Unis », 1960-1991.....	5
3. Hésitations et remises en cause depuis 1991.....	6
3.1. Une « hyperpuissance » depuis 1991 ?.....	6
3.2. Une puissance économique qui s'érode ?.....	7
3.3. Une politique étrangère remise en cause après septembre 2001.....	7
Conclusion.....	8

Introduction

États-Unis s'affirment depuis les années 1820 (cf. la « [Doctrine Monroe](#) », 1823) comme une puissance régionale qui défend ses intérêts commerciaux. C'est le fondement externe de leur puissance. Les fondements internes de cette société reposent sur la Bible, mais aussi sur la démocratie et le libéralisme économique¹. Leur « Destinée manifeste » ([Manifest Destiny](#)) pousse les Américains à penser que leur société a valeur de modèle pour le monde. Première puissance industrielle mondiale dès 1890, les États-Unis deviennent une puissance mondiale au début du 20^e s.

Comment les États-Unis ont-ils affirmé leur domination planétaire depuis 1918 ?

Jusqu'en 1945, l'Amérique est tentée de jouer le rôle d'une grande Puissance sans engagement. Puis, jusqu'en 1991, au cours de la « Guerre froide », elle assume pleinement son statut de « Superpuissance ». Enfin, depuis 1991, a commencé une époque marquée par des remises en cause.

¹ cf. le fameux : [Tocqueville, Alexis de, De la démocratie en Amérique, t. 1, 1835 et t. 2 1840.](#)

1. La tentation d'une Puissance sans engagement, 1917-1945

1.1. L'entrée en guerre d'avril 1917 et l'idéalisme wilsonien

- Première puissance industrielle mondiale dès 1890, les États-Unis ont pour ambition de préserver les conditions nécessaires au développement de leur économie (ex. : [liberté des mers](#)). Ils ne souhaitent pas prendre part à la Première Guerre Mondiale (1914-1918), d'autant que leur opinion publique est divisée à ce sujet : les exactions allemandes en Belgique et en France suscitent l'indignation mais les vastes communautés allemande, irlandaise (anti-britanniques) ou celles originaires d'Europe orientale (horrifiées par le régime impérial tsariste) font contrepoids. Par ailleurs, le [président Woodrow Wilson, démocrate](#), a été élu en 1912 puis réélu en 1916 (slogan : « Il nous a gardé hors de la guerre », « *He kept us out of war* ») sur un programme d'[isolationnisme](#) vis-à-vis du conflit européen.
- Les États-Unis n'entrent que forcés dans le conflit le 6 avril 1917 afin de préserver leurs intérêts face aux attaques des sous-marins allemands qui torpillent des navires neutres (ex. : paquebot [Lusitania](#) en mai 1915 : 1 200 victimes civiles, dont 128 Américains, ce qui provoque une très vive émotion outre-Atlantique), aux menaçantes promesses allemandes au Mexique ([télégramme Zimmermann](#) de janvier 1917) et aux [sabotages allemands aux États-Unis](#).
- Les États-Unis contribuent de façon décisive à la victoire alliée contre l'Allemagne impériale (deux millions de soldats américains en Europe lors de l'armistice du 11 novembre 1918). Le président Wilson propose à l'opinion publique mondiale une nouvelle diplomatie (« *new diplomacy* ») : ses « [Quatorze Points](#) » du **8 janvier 1918** [[texte](#) ; [trad. fr.](#)], dans un discours au [Congrès des États-Unis](#) (= Sénat + Chambre des Représentants), précisent ses buts de guerre et se veulent une transposition à l'échelle mondiale des **fondements idéologiques de la démocratie libérale à l'américaine** (cf. Tocqueville), à savoir **l'importance du droit** (ex. : le « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » ou [autodétermination](#)), la **transparence** (fin de la « diplomatie secrète »), le [pacifisme](#) (cf. l'écrivain américain [Henry David Thoreau](#)), le **libéralisme économique** (ex. : [libre-échange](#))...
- Cet [idéalisme wilsonien](#) (Wilson reçoit d'ailleurs le [prix Nobel de la paix](#) en 1920) constitue **le fil directeur permanent, mélangé à une politique de puissance défendant ses intérêts nationaux (doctrines du [réalisme politique](#) puis du [néo-réalisme](#)), de la politique étrangère des États-Unis**.
- Parmi les trois « Grands » (États-Unis, Royaume-Uni et France) qui dirigent les négociations du [traité de Versailles](#) (1919), Wilson s'impose : **les États-Unis sont clairement devenus, à la place du Royaume-Uni, la première puissance mondiale** (ex. : la bourse de Wall Street dépasse d'ailleurs la *City* de Londres en 1917). L'idéalisme

wilsonien donne naissance à la « [Société des Nations](#) » (SDN, 1919-1946).

1.2. De la « *New Diplomacy* » à l'isolationnisme

- Pourtant en 1920, le Sénat américain ne permet pas aux États-Unis d'intégrer la SDN, enfermant ainsi les États-Unis dans une attitude isolationniste pour une vingtaine d'année et privant la SDN de la participation décisive de la première puissance mondiale. La priorité des États-Unis est de créer et préserver les conditions nécessaires à leur prospérité. C'est ***America First*** (« l'Amérique d'abord », slogan du président républicain [Warren Harding](#) élu en 1920). Il faut cependant relativiser cet isolationnisme : les États-Unis imposent le [plan Dawes](#) de 1924 et le [plan Young](#) de 1929 (à propos du paiement des [réparations](#) que l'Allemagne doit, pour les dommages de guerre, aux vainqueurs de la première guerre mondiale) et soutiennent le pacte pacifiste [Briand-Kellog](#) (1928).
- La forte croissance industrielle américaine des années 1920 est remise en cause en octobre 1929 par le [krach boursier de Wall Street](#) à l'origine de la [Grande dépression](#) économique mondiale des années 1930. L'économie américaine est très gravement touchée jusqu'en 1932 ; une vigoureuse reprise est brisée par une nouvelle crise en 1937 (la politique du président démocrate [Franklin Delano Roosevelt](#), détestée des entrepreneurs taxés à presque 90 %, génère une grande incertitude qui limite les investissements). Le repli sur soi est à son maximum au milieu des années 1930 et est symbolisé par les [lois de neutralité](#) de 1935-1939.
- A partir de la fin des années 1930 (surtout depuis 1937, alors que le Japon envahit la Chine), [Roosevelt](#) souhaite sortir le pays de l'isolationnisme alors que la guerre se profile, mais il doit attendre mars 1941 pour lancer la loi « [prêt-bail](#) » (les États-Unis prêtent au Royaume-Uni resté seul en guerre contre l'Allemagne et l'Italie ; dès juillet 1941, le bénéfice en est étendu à l'URSS envahie) et la [Charte de l'Atlantique](#) en août 1941 (Roosevelt entreprend avec le premier ministre britannique [Winston Churchill](#) de jeter les fondements d'une nouvelle politique internationale pour l'après guerre). Par nécessité, il cesse sa rhétorique « anti entrepreneur », les commandes militaires européennes affluent et l'investissement reprend donc fortement en 1941 (avant même l'entrée en guerre).

1.3. Les États-Unis face au second conflit mondial

- Le comité *America First*, une association pacifiste influente, fait pression pour maintenir les États-Unis hors de la guerre. En 1940, face aux trois millions de soldats japonais (pour une population totale de 73 millions d'habitants), l'armée des États-Unis n'a que 250 000 hommes (population totale de 132 millions d'hab.).

- Les États-Unis ne sortent de leur isolationnisme qu'après l'attaque surprise japonaise contre leur base navale à Hawaï **Pearl Harbor le 7 décembre 1941** ; c'est la première fois depuis la guerre de 1812 avec le Royaume-Uni que le sol américain est attaqué par un pays étranger. Par accident, la déclaration de guerre japonaise ne parvient qu'après l'attaque => un « jour d'infamie » selon le discours de Roosevelt au Congrès (le drapeau américain est d'ailleurs toujours mis en berne le 7 décembre). Aujourd'hui encore, certains aspects (en particulier les erreurs américaines et l'attitude provocatrice de Roosevelt) sont controversés.
- Les États-Unis entrent donc tard dans la Seconde Guerre mondiale (1939-1945) mais comme pendant la première, leur rôle est déterminant. Leur territoire libre de toute attaque, l'effort de guerre des États-Unis peut se déployer largement (ex. : construction des cargos dit « liberty ship » utilisés longtemps après 1945) assurant une suprématie matérielle écrasante qui conduit à une victoire totale.

2. La superpuissance assumée, 1945-1991

2.1. Un nouvel ordre mondial

- En 1945, les États-Unis sont une superpuissance mondiale. Peu touchés par le conflit (300 000 morts), ils disposent de la bombe atomique (bombe A), des 2/3 du stock d'or mondial et réalisent la moitié de la production industrielle mondiale.
- Ils vont créer les conditions pour imposer au Monde leur capitalisme néo-libéral dans le contexte de la « Guerre froide » (1947-1991) avec l'URSS : les accords de Bretton Woods de juillet 1944 créent le Fonds Monétaire International (il doit permettre la régulation du système monétaire mondial) et la BIRD (future Banque mondiale, elle doit financer les projets de reconstruction). Ces deux institutions ont leur siège à Washington. De même les États-Unis sont à l'origine de la création de l'ONU en 1945. C'est une institution chargée de promouvoir la paix. L'ONU est une institution diplomatique et politique mais aussi économique et sociale. Pour les États-Unis, la diplomatie ne peut aller sans des actions économiques et sociales. Les États-Unis, pourtant très protectionnistes jusqu'en 1941, se convertissent au libre-échange : les accords du GATT sont signés en 1947.
- Cependant, le rêve d'un nouvel ordre mondial pacifié est vite contrarié par les tensions entre les deux grands vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale.

2.2. L'Amérique à la tête du « Monde libre » pendant la « Guerre froide »

- Le président démocrate des États-Unis, Harry S. Truman énonce, dans un discours au Congrès du 12 mars 1947, la doctrine Truman s'appuyant sur l'idée de l'endiguement (« containment ») du communisme : « Je crois

que les États-Unis doivent soutenir les peuples libres qui résistent à des tentatives d'asservissement [...] Je crois que notre aide doit consister essentiellement en un soutien économique et financier [...] de maintenir la liberté des États du monde et à les protéger de l'avancée communiste ». Cela marque le début de la « Guerre froide » et de la bipolarisation. Afin de concrétiser la doctrine Truman est mis en place le [plan Marshall](#) (5 juin 1947) d'aide économique à la reconstruction de l'Europe. Cela doit permettre d'intégrer celle-ci dans la sphère d'influence des États-Unis (« bloc » occidental).

- Les tensions de la « Guerre froide » amènent les États-Unis à intégrer un nombre croissant d'États dans des systèmes alliances militaires (ex. : [Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord](#) en 1949). Cet interventionnisme repose sur l'entretien d'une force armée importante (plus de 3 millions de soldats en 1953) mais également sur le développement d'agences spécialisées comme la [CIA](#) (*Central Intelligence Agency* : agence centrale de renseignement). Les États-Unis ont ainsi mis fin pacifiquement au [blocus de Berlin](#) ouest (juin 1948-mai 1949) par les Soviétiques et sont intervenus sous mandat de l'ONU dans la [guerre de Corée](#) (de juin 1950 à l'armistice de Panmunjeom le 27 juillet 1953) ou plus tard au [Vietnam \(1964-1973\)](#) afin d'endiguer et même de repousser (doctrine du « [roll back](#) » formulée en 1952 par le Secrétaire d'État républicain [John Foster Dulles](#)) le communisme. Mais les interventions sont parfois plus discrètes : un soutien est apporté à la réalisation de coups d'État anti-communistes et aux dictateurs pro-occidentaux (ex. : au Chili en 1973, la CIA soutient le coup d'État du [général Augusto Pinochet](#) contre le gouvernement socialiste de [Salvador Allende](#)).
- Le modèle américain s'impose aussi par sa capacité de séduction (ou [soft power](#) par opposition à la démonstration de force politico-militaire appelée [hard power](#)). Les États-Unis sont souvent vus comme un « eldorado » : leur culture populaire est connue par le cinéma hollywoodien et la télévision, diffusant un modèle de vie prospère : c'est l'[American way of life](#), porteur du rêve américain de réussite individuelle.

2.3. Des incertitudes au « Retour des États-Unis », 1960-1991

- A partir des années 1960, le *leadership* américain est partiellement remis en cause. Après la [crise des missiles de 1962](#), Cuba reste communiste. L'image des États-Unis est dégradée par des exactions commises au Vietnam (habilement exploitées voire « scénarisées » par la propagande communiste du Nord Vietnam) mais aussi par des problèmes intérieurs : dénonciation, très [télégénique](#), de la guerre par la jeunesse (en réalité, la majorité silencieuse de l'opinion publique américaine soutient l'effort de guerre, comme l'atteste les sondages et l'élection puis la réélection triomphale du républicain [Richard Nixon](#) en 1968 et 1972) qui s'incarne dans une contre-culture anti-capitaliste (ex. : mouvement [hippie](#)), lutte

pour les droits civiques des Noirs américains avec des émeutes de ghettos noirs de 1965 à 1968 ([quartier de Watts](#) à Los Angeles, Newark, Detroit,..) et assassinat de [Martin Luther King Jr](#) le 4 avril 1968.

- La guerre coûte cher et les États-Unis connaissent une certaine érosion de leur domination économique avec l'affirmation de concurrents, tels le Japon et la Communauté économique européenne (CEE, 1957), ce qui les amène le 15 août 1971 à suspendre la convertibilité du dollar en or, mettant fin, progressivement, au système de Bretton Woods. L'armée américaine quitte le Vietnam avec les [accords de Paris de 1973](#) (négociés par le Secrétaire d'État [Henry Kissinger](#)). Les dirigeants (Nixon frappé par le [scandale du Watergate 1972-1974](#), puis [Gerald Ford](#) et [Jimmy Carter](#) de 1972 à 1980) ne parviennent pas à réaffirmer la position dominante des États-Unis, même s'ils réussissent le rapprochement avec la République Populaire de Chine de Mao Zedong en 1972-1976. C'est une des causes de la « [Détente](#) » (1968-1979)² avec les Soviétiques.
- Avec l'arrivée du républicain [Ronald Reagan](#) à la présidence (élu en novembre 1980), on assiste à « l'Amérique est de retour » (slogan « *America is back* »). Il entend réaffirmer avec force la supériorité des États-Unis et dénonce l'idée d'un déclin inévitable. Il relance l'effort militaire du pays (le budget militaire augmente de moins de 5 % du PIB en 1977 à 6,5 % en 1987). Il impose une course aux armements, en particulier de haute technologie avec [l'Initiative de Défense Stratégique](#) (ou « Star Wars », 1983), que l'URSS ne peut suivre. De plus, il réaffirme la supériorité morale des États-Unis sur l'URSS, qu'il qualifie « d'empire du Mal », une vision fortement imprégnée de religiosité chrétienne. Avec l'arrivée de [Mikhaïl Gorbatchev](#) en mars 1985 au Kremlin et l'épuisement de l'URSS, les deux « Grands » entament des pourparlers sur le désarmement (accords de Washington en 1987). Au sommet de Malte en décembre 1989, le président américain [George Bush](#) proclame la fin de la « Guerre froide ». Avec l'implosion du « bloc » de l'Est puis de l'URSS entre 1989 et 1991, les États-Unis se retrouvent dans une position inédite, celle d'unique superpuissance.

3. Hésitations et remises en cause depuis 1991

3.1. Une « [hyperpuissance](#) » depuis 1991 ?

- Au début des années 1990, la victoire des États-Unis dans la « Guerre froide » (1947-1991) fait naître l'espoir du triomphe du modèle américain : démocratie et capitalisme néo-libéral.
- Grâce à leur puissance militaire, ils sont les « gendarmes du monde ». Le

² Les dates de la « Détente » sont floues : certains, minoritaires, évoquent une « Détente » à partir de la fin de la crise des fusées de 1962. Mais, le concept de « Détente » n'est employé qu'à partir de 1967-1968 en Europe de l'Ouest et de 1968-1969 aux États-Unis. La fin de la « Détente » est parfois datée de 1975 ([Accords d'Helsinki](#)) ou de décembre 1979 ([invasion de l'Afghanistan par l'URSS](#)).

président [George Bush](#) considère que les intérêts des États-Unis seront d'autant mieux préservés que les ceux-ci seront capables d'agir au nom de la communauté internationale. C'est le [multilatéralisme](#) : rechercher la coopération, les plus larges alliances possibles, afin de lutter contre les principaux risques planétaires qu'incarnent les « États-voyous » ([Rogue states](#)). La première [guerre du Golfe](#) (persique) en 1991 illustre cette vision géopolitique : elle montre la capacité des États-Unis de faire respecter le droit international à l'encontre de l'Irak de [Saddam Hussein](#) qui a envahi le Koweït (août 1990). Contrairement à une certaine légende, [le pétrole n'est pas la motivation majeure](#) des États-Unis (idem en 2003).

- Avec l'arrivée au pouvoir du démocrate [Bill Clinton](#) en février 1993, la politique étrangère connaît peu de changements : interventions diplomatiques ([accords d'Oslo](#) en 1993 tentative de règlement du conflit israélo-palestinien) ou militaires (rôle décisif dans le conflit yougoslave : [accords de Dayton](#) en 1995, intervention aérienne au-dessus du [Kosovo](#) en 1999). Les États-Unis demeurent méfiants vis-à-vis des instances internationales et des risques que celles-ci pourraient faire peser sur leur souveraineté nationale (refus de reconnaître la [Cour pénale internationale](#) en 1998). Entre 1993 et 1995, les États-Unis jouent un rôle moteur dans la création de l'Organisation Mondiale du Commerce ([OMC](#)) ; effort victorieux de Bill Clinton pour faire entrer la République Populaire de Chine dans l'OMC en décembre 2001.

3.2. Une puissance économique qui s'érode ?

- D'un point de vue économique la puissance américaine, qui demeure la première économie mondiale, se voit concurrencée par des puissances émergentes (ex. : [BRICS](#)). Cet affaiblissement relatif se traduit par certains indicateurs : endettement (en 2012, la dette dépasse le PIB), déficit commercial permanent, crise financière (en 2008, faillite de la banque [Lehman Brothers](#))...
- Cependant, les États-Unis orientent massivement leurs investissements vers les industries et services de haute-technologie qui représentent aujourd'hui près de 40 % de leur PIB. Phénomène mondial mais né aux États-Unis, Internet est dominé par un oligopole de multinationales américaines (ex. : Google, Amazon, eBay, Apple, Facebook, Yahoo...).

3.3. Une politique étrangère remise en cause après septembre 2001

- Les spectaculaires [attentats islamistes radicaux du 11 septembre 2001](#) à New York (*Twin Towers*) et Washington (Pentagone), la plus grave attaque depuis Pearl Harbor, conduisent l'administration républicaine du président [George W. Bush Jr](#) à redéfinir radicalement les priorités : la menace stratégique de la République populaire de Chine, « [l'Axe du Mal](#) » des « États voyous » (ex. : [Corée du Nord](#), [République](#)

[islamique d'Iran...](#)) passent au second plan, la « guerre contre le terrorisme » islamique radical est prioritaire. La théorie de la « guerre préventive » est développée. En continuité avec le second mandat de Clinton, Bush s'oriente vers l'unilatéralisme : si l'intervention militaire en Afghanistan en 2001 a l'aval de l'ONU, les États-Unis s'en passent pour leur [intervention en Irak](#) en mars 2003. Ces interventions nourrissent des courants anti-interventionnistes aux États-Unis comme dans le monde et viennent ternir l'image du pays (ex. : prison militaire de [Guantánamo](#)). Ces impasses conduisent le président Bush à initier, lors de son second mandat, un retour au multilatéralisme.

- Le président démocrate [Barack H. Obama](#) élu en novembre 2008 entend poursuivre une nouvelle politique étrangère inspirée du « [smart power](#) », restaurant l'image des États-Unis dans le monde et s'appuyant sur le multilatéralisme. Cependant, Obama n'entend pas se priver du levier militaire : il ne revient pas immédiatement sur [l'envoi de renforts en Afghanistan en 2007](#) ; la lutte contre l'organisation [Al-Qaïda](#) est menée par des opérations des Forces spéciales (mort d'[Oussama Ben Laden](#) le 2 mai 2011) ; l'utilisation de la prison de Guantanamo continue. Tout cela montre une grande continuité de la politique étrangère américaine. Le terrorisme islamique radical reste un défi ([attentats du marathon de Boston en avril 2013](#)), les programmes nucléaires [nord-coréen](#) et [iraniens](#) également, mais l'émergence chinoise accapare de plus en plus l'attention des responsables américains. Le « [cyberterrorisme](#) » chinois est, d'ailleurs, dénoncé par Obama en 2013.

Conclusion

Pôle majeur de l'espace mondial, les États-Unis ont construit leur domination sur la puissance et le dynamisme de leur économie, mais également sur la conviction qu'ils ont, par essence, un rôle prééminent à jouer dans le monde. Les deux guerres mondiales dans la première moitié du 20e s. les ont amenés à développer par étapes un modèle de puissance multiforme qui, dans le cadre de la « Guerre froide » (1947-1991), assume sa domination sur une grande partie de la planète. Avec la disparition de l'adversaire soviétique en 1991, les États-Unis, unique superpuissance, se trouvent confrontés au défi de construire un « nouvel ordre mondial » pacifié. Malgré les difficultés, le [leadership](#) des États-Unis demeure une réalité et le pays a toujours su, jusqu'alors, s'adapter aux nouveaux défis qui lui sont proposés.